

# Un an après la lettre ouverte des 40 comités collectifs : « Pratiquement rien n'a changé ».

BRUZZ- 02/09/24

Traduction libre avec DeepL.com

<https://www.bruzz.be/actua/veiligheid/een-jaar-na-de-open-brief-van-collectief-40-comites-zo-goed-als-niets-veranderd>

Il y a un an, le collectif des 40 Comités envoyait sa première lettre ouverte, visant à lutter contre l'augmentation de l'insécurité et de la pauvreté dans la région bruxelloise. Malgré une longue série de réunions avec les décideurs politiques et un rapport citoyen, le collectif affirme que peu de progrès ont été réalisés au cours de la période écoulée. « Dans certains quartiers, la situation s'est même aggravée », déclare son inspirateur, Eric Vandezande.

Fusillades, problèmes de drogue et dégradation de certains quartiers : ces derniers temps, la région bruxelloise fait régulièrement l'objet d'une attention négative. C'est précisément ce que le collectif des 40 Comités a voulu soulever dans une lettre ouverte il y a un an.

Dans les mois qui ont suivi, des représentants du collectif se sont entretenus avec diverses instances et décideurs politiques. Entre autres, avec le ministre président Rudi Vervoort (PS) et les ministres Elke Van den Brandt (Groen) et Alain Maron (Ecolo), mais aussi avec toute une série de bourgmestres bruxellois, de responsables de zones de police locale et de décideurs politiques fédéraux.

« Malheureusement, nous constatons très peu de changements sur le terrain », déclare Eric Vandezande, du collectif. « Dans certains quartiers, la situation s'est même aggravée.

## Sentiment d'insécurité

Eric Vandezande fait référence aux plus de 30 fusillades survenues ces derniers mois, après la diffusion de la lettre ouverte. Il cite également le délabrement des quartiers autour des gares du Midi et du Nord. « Le sentiment d'insécurité n'y a jamais été aussi élevé », affirme-t-il.

« Prenons l'exemple du quartier Brabant », poursuit M. Vandezande. « En raison de cas d'agression, Net Brussels ne vient plus y faire le ménage. On fait appel temporairement à une entreprise privée pour cela ».

Celle-ci ne passe pas aussi souvent que les équipes de nettoyage régionales. « Par conséquent, les habitants vivent dans des conditions insalubres depuis des semaines.

Et comme dans le quartier Midi, les habitants sont régulièrement confrontés aux nuisances des toxicomanes ».

## Sans-papiers

Cependant, la Région bruxelloise a déjà pris certaines mesures. Le projet Sublink, entre autres, visait à aider les personnes vulnérables résidant dans les stations de métro. Rudi Vervoort a également convoqué le Conseil régional de sécurité pour lutter contre la montée de la violence liée à la drogue. « À mon avis, il s'agit surtout d'un contrôle des symptômes », affirme M. Vandezande. « Des solutions plus durables sont pourtant à portée de main.

Une approche concrète du nombre de sans-papiers à Bruxelles serait très utile, selon M. Vandezande. Il estime qu'il y a entre 70 000 et 100 000 sans-papiers dans la région ; le cabinet Maron parle de 50 000 à 100 000 personnes. Les chercheurs de la VUB estiment que le nombre total est plus proche de 52 000.

Il s'agit donc d'un groupe important de personnes. « Une grande partie d'entre elles ne pose pas de problèmes. Mais une minorité a développé des problèmes de dépendance en raison de sa vulnérabilité ou est entrée en contact avec des milieux criminels. Et comme ils n'ont pas de papiers de séjour, ils sont difficiles à poursuivre. Cela crée un climat d'impunité qui entraîne de nombreux désagréments pour les commerçants et les habitants ».

## Désobéissance civile

Pour trouver des solutions, M. Vandezande se tourne principalement vers la politique nationale, étant donné que l'asile est une compétence fédérale. « Même si la région peut exercer un peu plus de pression », précise-t-il. Le collectif demande notamment des procédures d'asile plus courtes et respectueuses des droits de l'homme, ainsi que davantage de contrôles du respect des ordres de quitter le pays.

Une meilleure répartition des demandeurs d'asile pourrait également être utile, selon M. Vandezande. « Aujourd'hui, les demandes sont centrées à Bruxelles. Un système avec trois lieux d'enregistrement, également en Flandre et en Wallonie, nous semble plus juste.

Avant l'été, le collectif a également publié un rapport citoyen destiné aux différents niveaux politiques. Plusieurs recommandations y sont formulées pour lutter contre l'insécurité, la consommation de drogue, la propreté et la pauvreté. Reste à savoir si les politiques y donneront suite. « Beaucoup de choses dépendront du nouveau gouvernement bruxellois. Mais nous espérons déjà que l'habitabilité et la sécurité redeviendront des priorités », déclare M. Vandezande.

En attendant, le collectif étudie actuellement les actions qu'il entreprendra dans les semaines à venir. « Un acte de désobéissance civile à l'égard de la politique ne serait pas inapproprié », souligne M. Vandezande. « Le gouvernement n'est pas en mesure de nous garantir une société sûre. Pourquoi paierions-nous alors des impôts ?

Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)